



Institut des comptes nationaux

# Comptes nationaux

Comptes trimestriels 2009-III



Eurosystème

## Contenu de la publication

Les comptes nationaux trimestriels de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du Système européen des comptes (SEC 1995).

Les comptes trimestriels sont diffusés en trois étapes. Une première estimation flash de la croissance économique est réalisée 30 jours après la fin du trimestre. Ce chiffre est réestimé 70 jours après la fin du trimestre et diffusé sur le site web de la Banque Nationale de Belgique accompagné de statistiques détaillées sur la composition du produit intérieur brut (valeur ajoutée, dépenses, revenus) et sur le marché du travail. Enfin, 120 jours après la fin du trimestre, l'estimation définitive et complète des principaux agrégats de l'économie est publiée, en même temps que les comptes des administrations publiques.

Cette publication présente les principaux agrégats de l'économie nationale pour le troisième trimestre de l'année 2009, ainsi qu'une estimation flash du produit intérieur brut du quatrième trimestre de 2009. Elle se compose de deux parties: la première donne une brève synthèse des résultats; la seconde présente le détail des résultats corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier (ventilation du produit intérieur brut selon les optiques valeur ajoutée, dépenses et revenus, épargne et solde de financement de la nation; statistiques du marché du travail) et les comptes des administrations publiques.

Les comptes du troisième trimestre de l'année 2009 et l'estimation flash de la croissance économique du quatrième trimestre 2009 ont été établis sur la base des données disponibles au 29 janvier 2010.

© Institut des comptes nationaux  
Banque nationale de Belgique, Bruxelles

Tous droits réservés.  
La reproduction de cette publication, en tout ou en partie, à des fins éducatives et non commerciales est autorisée avec mention de la source.

ISSN 1783-7294 (print)  
ISSN 1783-7308 (online)

# Table des matières

Synthèse	5
Tableaux et graphiques	9
1 Origine du produit intérieur: valeur ajoutée brute par branche d'activité	10
1.1 Estimations à prix courants	10
1.2 Estimations en euros chaînés (année de référence 2007)	10
2 Affectation du produit intérieur: principales catégories de dépenses	11
2.1 Estimations à prix courants	11
2.2 Estimations en euros chaînés (année de référence 2007)	11
3 Répartition du produit intérieur: principales catégories de revenus	12
4 Revenu disponible, épargne et capacité ou besoin de financement	13
5 Statistiques du marché du travail	14
5.1 Répartition de la rémunération des salariés par branche d'activité	14
5.2 Emploi national: nombre d'indépendants et de salariés	14
5.3 Emploi intérieur: répartition de l'emploi par branche d'activité	14
5.4 Répartition du volume de travail par branche d'activités: salariés	14
6 Comptes non financiers des administrations publiques, estimations à prix courants	15
6.1 Recettes, dépenses et capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques	15
6.2 Evolution des recettes et dépenses de l'ensemble des administrations publiques	16
6.3 Recettes et dépenses de l'ensemble des administrations publiques (données cumulées)	16
6.4 Recettes et dépenses: contribution des composantes à la variation totale à un an d'écart	17
Publications de l'ICN et personnes de contact	19
Remarques générales	23
Signes conventionnels	25
Liste des abréviations	27



# Synthèse

## L'activité économique a progressé de 0,7 p.c. au troisième trimestre de 2009

L'activité économique s'est redressée au troisième trimestre de l'année 2009. En volume, le produit intérieur brut (PIB), corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,7 p.c. par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, le PIB diminue encore de 3,2 p.c., un rythme un peu moins rapide qu'un trimestre plus tôt (-4,2 p.c.).

Par rapport au trimestre précédent, la valeur ajoutée a progressé dans toutes les branches d'activité. Le redressement est le plus net dans l'industrie, à 1,0 p.c. (contre -0,8 p.c. au deuxième trimestre), tandis que la hausse atteint 0,6 p.c. dans la construction (après une hausse de 0,4 p.c. un trimestre plus tôt) et 0,5 p.c. dans les services (alors qu'elle avait stagné au trimestre précédent).

Les dépenses intérieures sont toujours en léger retrait, en raison du recul des investissements. La formation brute de capital fixe des entreprises s'est en effet contractée de 1,7 p.c. (après un retrait de 0,5 p.c. au deuxième trimestre), tandis que les investissements en logement des ménages ont diminué de 0,9 p.c., un rythme un peu moins rapide qu'au trimestre précédent (-1,5 p.c.). Les dépenses de consommation sont, quant à elles, en légère progression, tant dans le secteur privé (+0,2 p.c.) que public (+0,3 p.c.).

La croissance a été soutenue par la demande extérieure, qui s'est nettement redressée par rapport au très bas niveau atteint au deuxième trimestre 2009: les exportations de biens et services ont augmenté de 4,3 p.c., après quatre trimestres successifs de baisse. Etant donné leur haute teneur en produits importés, le rebond des exportations s'est répercuté sur les importations de biens et services, qui ont également fortement progressé (3,5 p.c.). Leur hausse a néanmoins été modérée par la faiblesse des investissements, entraînant une contribution positive du solde extérieur à la croissance du PIB (0,7 point de pourcentage).

Au troisième trimestre de 2009, l'emploi a poursuivi son recul par rapport au trimestre précédent (-0,4 p.c.). Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, la contraction s'accroît, à 0,9 p.c. (soit une diminution de près de 41 000 travailleurs), après une baisse de 0,2 p.c. (soit une diminution de quelque 10 000 travailleurs) au deuxième trimestre.

Le volume de travail, qui avait réagi plus rapidement et de façon plus prononcée à la dégradation de l'activité, s'est pratiquement stabilisé (-0,1 p.c.) par rapport au trimestre précédent.

Au cours du troisième trimestre, les administrations publiques ont dégagé un déficit, comme c'est traditionnellement le cas au cours de cette période. Ce déficit, estimé à 6,6 milliards d'euros selon la définition utilisée dans la procédure des déficits excessifs, est en augmentation de presque 3 milliards d'euros par rapport au résultat de la même période de l'année 2008.

Ce résultat négatif est la conséquence d'une diminution des recettes combinée à la croissance des dépenses primaires. Le recul des recettes est surtout imputable à l'évolution des impôts directs des ménages impactés par des rôles négatifs plus importants ainsi qu'à celle des impôts directs des sociétés affectés par une forte chute des versements anticipés. Pour la première fois depuis le déclenchement de la crise financière et économique à l'automne 2008, les impôts indirects accusent une croissance positive tandis que la légère diminution des cotisations sociales contraste avec la tendance à la hausse que celles-ci enregistrent habituellement. L'augmentation des dépenses résulte principalement de la progression des prestations sociales.

## et elle a progressé de 0,3 p.c. au quatrième trimestre de 2009

Selon la première estimation "flash" du produit intérieur brut (PIB), l'activité économique a poursuivi son redressement au quatrième trimestre de l'année 2009. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,3 p.c. par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, le PIB diminue encore de 0,8 p.c., un recul toutefois nettement moins prononcé qu'au troisième trimestre (-3,2 p.c.).

Sur l'ensemble de l'année 2009, le PIB aurait diminué de 3,0 p.c.

**TABLEAU 1 ÉVOLUTION DU PIB TRIMESTRIEL**

(en euros chaînés (année de référence 2007), pourcentages de variation par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2008	2009	2008				2009			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
Par rapport à la période correspondante de l'année précédente <sup>1</sup>	0,8	-3,0	2,0	1,8	1,1	-1,5	-3,7	-4,2	-3,2	-0,8
Par rapport à la période précédente <sup>1</sup>	0,8	-3,0	0,5	0,4	-0,2	-2,1	-1,7	-0,1	0,7	0,3

Source: ICN

(<sup>1</sup>) Les chiffres du quatrième trimestre et de l'année 2009 sont le résultat de l'estimation Flash du PIB

**TABLEAU 2 ÉVOLUTION DES AGRÉGATS TRIMESTRIELS**

(en euros chaînés (année de référence 2007), pourcentages de variation par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

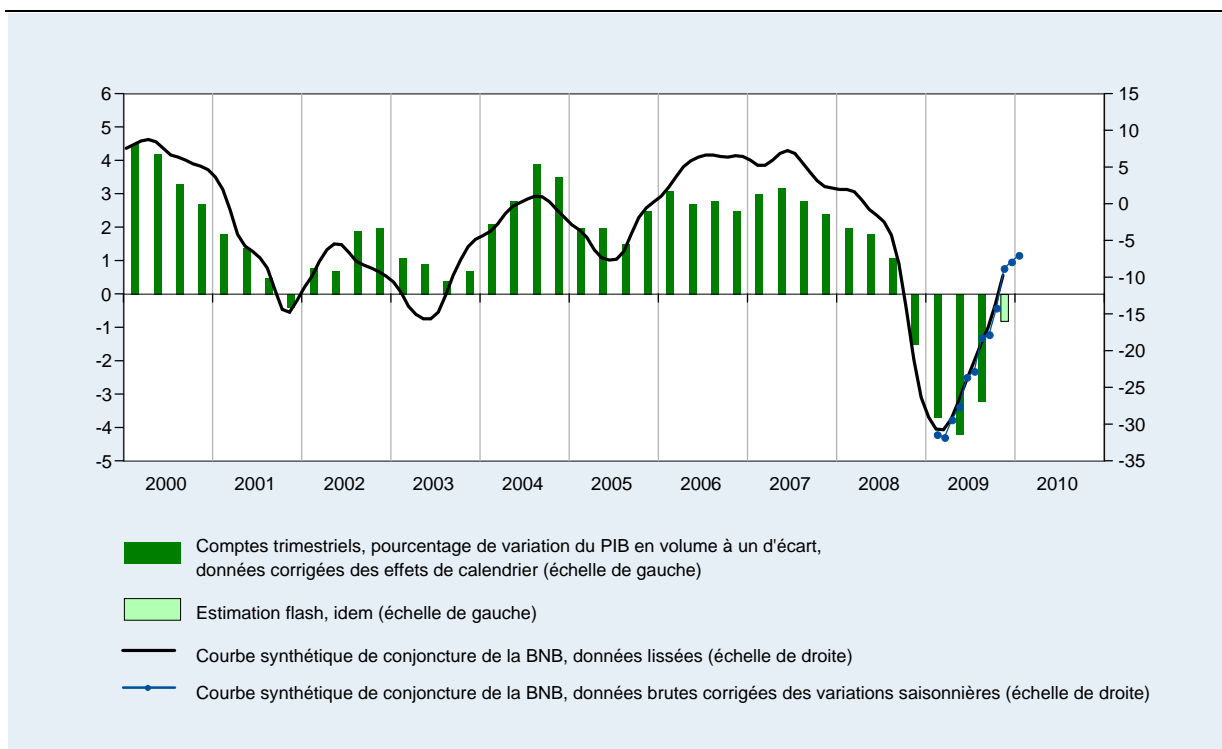
	2008	2009	2008				2009			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
Produit intérieur brut <sup>1</sup>	0,8	-3,0	0,5	0,4	-0,2	-2,1	-1,7	-0,1	0,7	0,3
Valeur ajoutée de l'industrie	-0,6		0,5	0,1	-0,5	-6,3	-4,0	-0,8	1,0	
Valeur ajoutée de la construction	-0,4		1,8	-0,5	-0,1	-2,8	-2,1	0,4	0,6	
Valeur ajoutée des services	1,7		0,7	0,7	-0,1	-1,1	-1,4	0,0	0,5	
Dépenses de consommation privée	1,0		0,6	0,2	0,1	-1,2	-0,6	-0,4	0,2	
Dépenses de consommation publique	3,3		1,0	0,8	0,5	0,7	0,2	0,3	0,3	
Formation brute de capital fixe des entreprises	6,1		1,5	1,1	-1,0	-2,1	-3,3	-0,5	-1,7	
Formation brute de capital fixe en logements	-1,6		-0,5	-0,7	-0,6	-0,1	-0,7	-1,5	-0,9	
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	3,4		4,3	1,0	-1,1	10,0	-1,8	9,7	-4,4	
Formation brute de capital fixe totale	3,8		1,2	0,6	-0,9	-0,8	-2,5	0,0	-1,7	
Variation des stocks <sup>2</sup>	-0,2		-0,1	0,0	0,2	-0,6	-0,6	-0,5	0,3	
Exportations de biens et services	1,4		1,7	2,4	-1,4	-9,1	-5,7	-1,1	4,3	
Importations de biens et services	2,7		2,1	2,5	-0,9	-8,3	-5,8	-2,0	3,5	
Exportations nettes de biens et services <sup>2</sup>	-1,0		-0,3	-0,1	-0,4	-0,7	-0,2	0,6	0,7	
Emploi (nombre de travailleurs)	1,9		0,6	0,4	0,3	0,1	-0,4	-0,3	-0,4	
Volume de travail des salariés (heures)	1,4		0,7	0,3	-0,3	-0,5	-0,8	-0,7	-0,1	

Source: ICN

(<sup>1</sup>) Les chiffres du quatrième trimestre et de l'année 2009 sont le résultat de l'estimation Flash du PIB

(<sup>2</sup>) Contribution à la variation du PIB

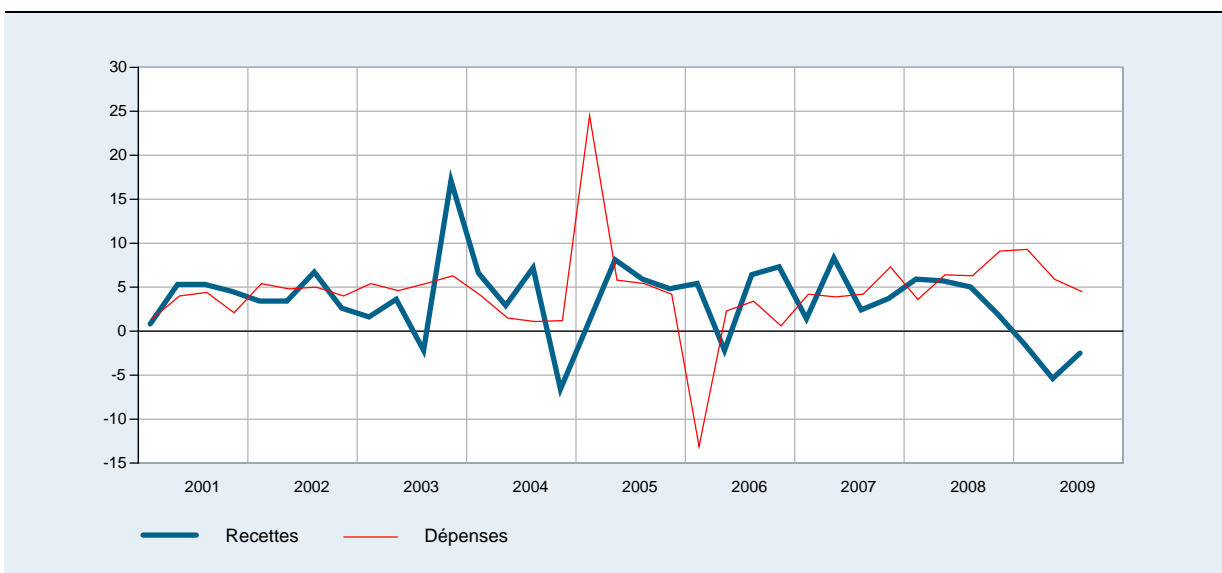
**GRAPHIQUE 1 PIB ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE**



Source: ICN

**GRAPHIQUE 2 RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

(pourcentage de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente, données brutes)



Source: ICN





## Tableaux et graphiques

# 1 ORIGINE DU PRODUIT INTÉRIEUR: VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

## 1.1 ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007	2008				2009		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	2.596	2.113	634	600	544	495	474	516	463	447
Industrie	55.279	55.034	13.880	13.908	14.011	14.009	13.106	12.512	12.451	12.637
Construction	15.628	16.129	3.923	4.024	4.074	4.086	3.945	3.815	3.875	3.902
Services										
Commerce, transports et communications	68.365	70.202	17.370	17.622	17.946	17.807	16.826	16.144	16.242	16.416
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	87.067	90.148	21.996	22.160	22.402	22.715	22.870	22.773	22.817	22.996
Administration publique et éducation	40.457	42.680	10.215	10.393	10.582	10.753	10.953	11.024	11.108	11.171
Autres services	28.823	31.260	7.421	7.629	7.799	7.923	7.909	8.019	8.067	8.100
Impôts moins subventions sur les produits	36.745	36.450	9.203	9.150	9.313	9.242	8.745	8.646	8.762	9.306
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>334.959</b>	<b>344.017</b>	<b>84.642</b>	<b>85.486</b>	<b>86.672</b>	<b>87.031</b>	<b>84.827</b>	<b>83.449</b>	<b>83.785</b>	<b>84.976</b>

## 1.2 ESTIMATIONS EN EUROS CHAÎNÉS (ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2007)

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007	2008				2009		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	2.596	2.597	643	648	650	653	647	637	631	630
Industrie	55.279	54.930	13.914	13.979	13.991	13.915	13.045	12.529	12.424	12.553
Construction	15.628	15.573	3.869	3.939	3.918	3.913	3.803	3.724	3.740	3.764
Services										
Commerce, transports et communications	68.365	68.689	17.281	17.416	17.482	17.239	16.552	15.942	15.943	16.057
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	87.067	89.492	21.965	22.109	22.348	22.479	22.555	22.335	22.245	22.299
Administration publique et éducation	40.457	40.990	10.156	10.196	10.232	10.266	10.296	10.326	10.352	10.382
Autres services	28.823	29.457	7.287	7.323	7.359	7.398	7.377	7.414	7.460	7.512
Impôts moins subventions sur les produits	36.745	36.047	9.245	9.158	9.106	9.021	8.762	8.696	8.702	8.907
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>334.959</b>	<b>337.745</b>	<b>84.319</b>	<b>84.736</b>	<b>85.069</b>	<b>84.873</b>	<b>83.067</b>	<b>81.634</b>	<b>81.528</b>	<b>82.137</b>

## 2 AFFECTATION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE DÉPENSES

### 2.1 ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007	2008				2009		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III
<b>Dépenses de consommation finale privée <sup>1</sup></b>	<b>170.731</b>	<b>178.991</b>	<b>43.437</b>	<b>44.282</b>	<b>45.037</b>	<b>45.347</b>	<b>44.325</b>	<b>44.255</b>	<b>44.008</b>	<b>44.002</b>
<b>Dépenses de consommation finale des administrations publiques</b>	<b>74.685</b>	<b>79.947</b>	<b>18.949</b>	<b>19.400</b>	<b>19.752</b>	<b>20.163</b>	<b>20.632</b>	<b>20.534</b>	<b>20.723</b>	<b>20.961</b>
Formation intérieure brute de capital										
Formation brute de capital fixe	72.802	77.647	18.910	19.207	19.619	19.577	19.244	18.376	18.146	17.758
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	48.146	51.991	12.709	12.854	13.196	13.180	12.761	12.043	11.805	11.589
Formation brute de capital fixe en logements <sup>2</sup>	19.274	19.941	4.888	4.989	5.014	4.985	4.952	4.878	4.754	4.646
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5.382	5.715	1.313	1.364	1.409	1.412	1.530	1.455	1.587	1.522
Variation des stocks	3.718	4.033	1.770	1.035	1.260	1.291	446	-493	-1.318	-986
<b>Exportations nettes de biens et services (exportations - importations)</b>	<b>13.023</b>	<b>3.399</b>	<b>1.577</b>	<b>1.562</b>	<b>1.004</b>	<b>653</b>	<b>181</b>	<b>777</b>	<b>2.227</b>	<b>3.240</b>
Exportations totales	279.504	295.124	71.427	73.596	76.171	77.081	68.276	61.481	60.133	63.598
Importations totales	266.481	291.725	69.851	72.035	75.167	76.428	68.096	60.704	57.906	60.357
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>334.959</b>	<b>344.017</b>	<b>84.642</b>	<b>85.486</b>	<b>86.672</b>	<b>87.031</b>	<b>84.827</b>	<b>83.449</b>	<b>83.785</b>	<b>84.976</b>

<sup>1</sup> Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

<sup>2</sup> Travaux de rénovation, droits d'enregistrement et frais d'actes inclus.

### 2.2 ESTIMATIONS EN EUROS CHAÎNÉS (ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2007)

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007	2008				2009		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III
<b>Dépenses de consommation finale privée <sup>1</sup></b>	<b>170.731</b>	<b>172.483</b>	<b>42.898</b>	<b>43.167</b>	<b>43.245</b>	<b>43.295</b>	<b>42.776</b>	<b>42.506</b>	<b>42.356</b>	<b>42.453</b>
<b>Dépenses de consommation finale des administrations publiques</b>	<b>74.685</b>	<b>77.123</b>	<b>18.899</b>	<b>19.085</b>	<b>19.230</b>	<b>19.335</b>	<b>19.472</b>	<b>19.506</b>	<b>19.558</b>	<b>19.615</b>
Formation intérieure brute de capital										
Formation brute de capital fixe	72.802	75.584	18.708	18.931	19.049	18.874	18.731	18.255	18.263	17.944
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	48.146	51.059	12.598	12.792	12.933	12.804	12.531	12.113	12.047	11.841
Formation brute de capital fixe en logements <sup>2</sup>	19.274	18.960	4.804	4.781	4.746	4.718	4.715	4.685	4.616	4.573
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5.382	5.565	1.299	1.355	1.368	1.353	1.488	1.461	1.603	1.533
Variation des stocks	3.718	2.943	880	779	742	947	476	5	-395	-166
<b>Exportations nettes de biens et services (exportations - importations)</b>	<b>13.023</b>	<b>9.613</b>	<b>2.970</b>	<b>2.738</b>	<b>2.686</b>	<b>2.382</b>	<b>1.807</b>	<b>1.604</b>	<b>2.113</b>	<b>2.698</b>
Exportations totales	279.504	283.317	70.496	71.698	73.414	72.398	65.806	62.024	61.332	63.987
Importations totales	266.481	273.704	67.500	68.927	70.617	69.971	64.190	60.460	59.274	61.363
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>334.959</b>	<b>337.745</b>	<b>84.319</b>	<b>84.736</b>	<b>85.069</b>	<b>84.873</b>	<b>83.067</b>	<b>81.634</b>	<b>81.528</b>	<b>82.137</b>

<sup>1</sup> Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

<sup>2</sup> Travaux de rénovation, droits d'enregistrement et frais d'actes inclus.

### 3 RÉPARTITION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE REVENUS, ESTIMATION À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007	2008				2009		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III
<b>Rémunération des salariés</b>	<b>167.873</b>	<b>176.283</b>	<b>42.687</b>	<b>43.229</b>	<b>43.727</b>	<b>44.321</b>	<b>45.007</b>	<b>44.589</b>	<b>44.512</b>	<b>44.598</b>
Salaires et traitements bruts	124.312	130.890	31.620	32.093	32.548	32.903	33.345	32.888	32.891	32.828
Cotisations sociales	43.561	45.393	11.066	11.136	11.179	11.418	11.661	11.701	11.622	11.770
<b>Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut <sup>1</sup></b>	<b>129.466</b>	<b>130.532</b>	<b>32.596</b>	<b>33.033</b>	<b>33.388</b>	<b>33.297</b>	<b>30.815</b>	<b>30.009</b>	<b>30.456</b>	<b>31.384</b>
Impôts nets à la production et à l'importation	37.620	37.201	9.359	9.224	9.558	9.413	9.005	8.852	8.817	8.994
<b>Revenu intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>334.959</b>	<b>344.017</b>	<b>84.642</b>	<b>85.486</b>	<b>86.672</b>	<b>87.031</b>	<b>84.827</b>	<b>83.449</b>	<b>83.785</b>	<b>84.976</b>

<sup>1</sup> Y compris la consommation de capital fixe (amortissements).

#### 4 REVENU DISPONIBLE, ÉPARGNE ET CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT, ESTIMATION À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007	2008				2009		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III
<b>Revenu intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>334.959</b>	<b>344.017</b>	<b>84.642</b>	<b>85.486</b>	<b>86.672</b>	<b>87.031</b>	<b>84.827</b>	<b>83.449</b>	<b>83.785</b>	<b>84.976</b>
Solde des revenus primaires du/vers le reste du monde	3.205	2.295	787	810	71	728	686	921	1.025	156
<b>Revenu national brut</b>	<b>338.164</b>	<b>346.312</b>	<b>85.429</b>	<b>86.296</b>	<b>86.743</b>	<b>87.760</b>	<b>85.513</b>	<b>84.371</b>	<b>84.810</b>	<b>85.133</b>
Consommation de capital fixe	54.076	57.109	13.785	13.967	14.164	14.376	14.603	14.778	14.956	15.135
<b>Revenu national net</b>	<b>284.088</b>	<b>289.203</b>	<b>71.644</b>	<b>72.329</b>	<b>72.580</b>	<b>73.384</b>	<b>70.910</b>	<b>69.592</b>	<b>69.854</b>	<b>69.997</b>
Solde des transferts courants en provenance du / vers le reste du monde	-3.315	-4.525	-582	-1.109	-1.110	-1.156	-1.150	-1.162	-1.078	-1.297
<b>Revenu national net disponible</b>	<b>280.773</b>	<b>284.678</b>	<b>71.062</b>	<b>71.220</b>	<b>71.470</b>	<b>72.228</b>	<b>69.760</b>	<b>68.430</b>	<b>68.777</b>	<b>68.700</b>
Consommation finale nationale	245.416	258.938	62.386	63.682	64.789	65.510	64.957	64.789	64.730	64.964
<b>Épargne nationale nette</b>	<b>35.357</b>	<b>25.740</b>	<b>8.677</b>	<b>7.538</b>	<b>6.681</b>	<b>6.718</b>	<b>4.803</b>	<b>3.641</b>	<b>4.046</b>	<b>3.736</b>
Formation brute de capital fixe	72.802	77.647	18.910	19.207	19.619	19.577	19.244	18.376	18.146	17.758
Variation des stocks	3.718	4.033	1.770	1.035	1.260	1.291	446	-493	-1.318	-986
Solde des opérations de capital avec le reste du monde	-250	-279	-53	-86	-62	-99	-32	-19	3	-45
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'économie totale</b>	<b>11.767</b>	<b>-340</b>	<b>1.462</b>	<b>892</b>	<b>-399</b>	<b>-189</b>	<b>-643</b>	<b>439</b>	<b>2.127</b>	<b>1.930</b>

## 5 STATISTIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

### 5.1 RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(concept intérieur, millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007	2008				2009		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	611	642	155	158	159	161	163	159	171	174
Industrie	33.295	33.915	8.355	8.444	8.410	8.513	8.549	8.210	8.050	8.082
Construction	8.290	8.810	2.125	2.169	2.225	2.210	2.207	2.194	2.186	2.235
Services	125.677	132.916	32.051	32.458	32.933	33.437	34.088	34.027	34.106	34.108
Commerce, transports et communications	37.490	39.488	9.560	9.696	9.804	9.931	10.058	10.077	10.088	9.954
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	30.734	32.518	7.909	7.959	8.068	8.164	8.327	8.075	8.093	8.095
Administration publique et éducation	37.399	39.496	9.469	9.600	9.760	9.961	10.175	10.272	10.314	10.382
Autres services	20.054	21.414	5.113	5.203	5.301	5.381	5.529	5.602	5.611	5.677
<b>Rémunération totale des salariés</b>	<b>167.873</b>	<b>176.283</b>	<b>42.687</b>	<b>43.229</b>	<b>43.727</b>	<b>44.321</b>	<b>45.007</b>	<b>44.589</b>	<b>44.512</b>	<b>44.598</b>

### 5.2 EMPLOI NATIONAL: NOMBRE D'INDÉPENDANTS ET DE SALARIÉS

(milliers de personnes, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007	2008				2009		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III
Indépendants	706,4	716,6	710,3	712,9	715,3	717,7	720,2	720,5	720,3	720,2
Salariés	3.749,4	3.821,8	3.780,6	3.802,6	3.818,5	3.831,0	3.834,9	3.817,2	3.803,3	3.787,7
<b>Emploi total</b>	<b>4.455,9</b>	<b>4.538,4</b>	<b>4.490,8</b>	<b>4.515,5</b>	<b>4.533,9</b>	<b>4.548,7</b>	<b>4.555,1</b>	<b>4.537,7</b>	<b>4.523,7</b>	<b>4.507,9</b>

### 5.3 EMPLOI INTÉRIEUR: RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(milliers de personnes, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007	2008				2009		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	81,2	79,7	80,6	80,3	79,8	79,5	79,2	79,0	79,7	79,7
Industrie	621,5	622,6	621,3	623,3	624,4	623,1	620,2	612,4	601,5	591,2
Construction	257,2	263,5	260,6	262,2	263,4	264,2	264,3	263,0	262,3	261,5
Services	3.418,9	3.495,0	3.451,0	3.472,4	3.488,9	3.504,5	3.514,0	3.505,9	3.502,9	3.498,0
Commerce, transports et communications	1.049,5	1.060,0	1.054,6	1.057,9	1.060,0	1.061,2	1.060,6	1.054,9	1.051,5	1.047,6
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	893,0	933,8	911,6	923,5	930,4	938,1	942,8	932,6	924,3	919,9
Administration publique et éducation	772,9	781,8	776,8	778,6	781,3	783,3	784,1	787,7	791,1	789,8
Autres services	703,5	719,4	708,0	712,4	717,1	721,8	726,5	730,8	735,9	740,7
<b>Emploi intérieur total</b>	<b>4.378,8</b>	<b>4.461,0</b>	<b>4.413,5</b>	<b>4.438,2</b>	<b>4.456,5</b>	<b>4.471,3</b>	<b>4.477,7</b>	<b>4.460,3</b>	<b>4.446,3</b>	<b>4.430,5</b>

### 5.4 RÉPARTITION DU VOLUME DE TRAVAIL PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ : SALARIÉS

(millions d'heures, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007	2008				2009		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	38,1	38,9	9,8	9,9	9,7	9,7	9,8	9,9	10,1	10,3
Industrie	929,4	919,8	231,9	234,4	233,3	230,8	225,6	217,5	212,4	210,3
Construction	304,7	311,6	75,6	76,4	78,7	76,2	73,8	75,3	75,5	75,9
Services	4.067,2	4.135,8	1.022,0	1.028,4	1.031,5	1.032,1	1.032,3	1.028,8	1.023,6	1.023,2
Commerce, transports et communications	1.286,3	1.297,1	322,3	324,3	325,0	324,3	323,9	321,4	319,2	317,7
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	862,1	891,1	229,4	233,4	233,4	232,3	230,3	225,9	221,3	221,2
Administration publique et éducation	1.100,7	1.104,4	278,1	277,6	278,7	280,0	281,4	282,8	283,4	283,1
Autres services	818,2	843,3	192,3	193,1	194,4	195,5	196,8	198,6	199,6	201,1
<b>Volume de travail total (nombre d'heures)</b>	<b>5.339,4</b>	<b>5.406,1</b>	<b>1.339,3</b>	<b>1.349,1</b>	<b>1.353,0</b>	<b>1.348,9</b>	<b>1.341,6</b>	<b>1.331,5</b>	<b>1.321,6</b>	<b>1.319,7</b>

## 6 COMPTES NON FINANCIERS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES, ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

## 6.1 TABLEAU SYNOPTIQUE DES RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(millions d'euros, données brutes)

	2007	2008	2007	2008				2009		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	145.027,1	150.765,5	42.150,3	31.454,2	42.652,1	33.977,0	42.682,2	30.757,5	39.687,0	32.754,7
Impôts directs	54.599,3	57.058,2	16.702,1	9.153,5	18.997,9	12.089,1	16.817,6	8.728,6	16.649,2	10.811,8
Ménages	42.251,9	44.836,8	11.903,6	8.345,1	14.180,9	9.729,4	12.581,4	7.809,1	13.529,1	8.979,8
Sociétés	12.127,5	12.060,0	4.727,5	784,4	4.748,3	2.324,6	4.202,7	900,0	3.101,9	1.755,9
Autres secteurs	219,9	161,4	71,0	24,0	68,7	35,1	33,6	19,5	18,2	76,1
Impôts indirects	42.679,9	43.261,0	11.675,1	10.241,3	11.117,8	10.457,2	11.444,7	9.715,3	10.459,0	10.595,9
Cotisations sociales effectives	45.532,2	48.076,2	13.214,3	11.462,4	11.936,3	10.815,1	13.862,5	11.784,5	12.007,0	10.771,1
Impôts en capital	2.215,7	2.370,1	558,8	597,0	600,1	615,6	557,4	529,1	571,8	575,9
Cotisations sociales imputées	7.111,8	7.528,3	1.811,4	1.837,7	1.866,0	1.896,2	1.928,3	1.962,3	1.991,2	2.014,7
Intérêts reçus	740,2	949,1	202,9	222,9	240,0	238,5	247,7	242,3	238,6	235,4
Autres revenus de la propriété	1.399,3	1.676,7	212,9	158,7	1.082,3	173,9	261,7	117,9	1.202,0	83,3
Transferts courants en provenance des autres secteurs	1.304,7	1.349,6	444,2	283,8	293,4	288,9	483,5	277,4	289,5	279,3
Ventes courantes de biens et services produits	5.545,2	5.768,4	1.404,7	1.422,2	1.437,2	1.449,6	1.459,4	1.422,2	1.512,2	1.564,6
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	160,3	160,1	106,6	50,9	18,8	25,2	65,2	26,1	7,2	103,8
<b>Total Recettes</b>	<b>161.288,6</b>	<b>168.197,7</b>	<b>46.332,9</b>	<b>35.430,4</b>	<b>47.589,8</b>	<b>38.049,4</b>	<b>47.128,0</b>	<b>34.805,9</b>	<b>44.927,6</b>	<b>37.035,9</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	139.696,4	149.631,7	35.549,5	36.865,8	37.668,9	36.151,3	38.945,8	39.655,7	39.985,4	38.125,5
Rémunérations des salariés	39.336,4	41.552,4	10.367,0	10.037,5	10.440,1	9.823,8	11.250,9	10.739,8	11.021,1	10.231,3
Consommation intermédiaire et impôts payés	12.035,9	12.709,7	3.016,8	3.145,8	3.134,1	3.088,2	3.341,7	3.142,3	3.128,1	3.121,8
Subventions aux entreprises	6.398,6	7.130,5	1.689,7	1.739,4	1.776,6	1.801,2	1.813,2	1.835,5	1.844,2	1.848,8
Prestations sociales	74.797,0	80.248,5	18.734,1	19.629,1	20.515,8	19.659,0	20.444,6	21.540,5	22.056,7	21.191,5
En espèces	51.545,6	54.745,8	12.747,4	13.055,5	14.207,8	13.592,7	13.890,0	14.397,9	15.255,7	14.684,0
En nature fournies par des producteurs marchands	23.251,4	25.502,7	5.986,6	6.573,7	6.308,0	6.066,3	6.554,7	7.142,6	6.801,0	6.507,4
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	3.655,7	4.186,2	927,0	1.101,0	1.054,2	1.005,4	1.025,5	1.221,3	1.102,0	1.017,8
Transferts courants aux entreprises	170,1	175,2	42,9	43,5	43,8	44,0	44,0	43,8	43,7	43,8
Transferts courants au reste du monde	3.302,7	3.629,2	772,1	1.169,4	704,3	729,7	1.025,8	1.132,5	789,6	670,6
Charges d'intérêts	12.978,9	13.170,6	3.244,1	3.267,9	3.287,1	3.253,4	3.362,3	3.263,7	3.159,2	3.128,4
Dépenses en capital	9.424,7	9.624,1	2.323,2	2.191,6	2.422,1	2.471,3	2.539,2	3.355,5	2.779,7	2.486,9
Formation brute de capital fixe	5.384,2	5.717,4	1.362,9	1.347,7	1.390,7	1.396,1	1.582,9	1.435,1	1.562,6	1.499,5
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	37,5	34,2	10,0	9,3	8,6	8,5	7,8	9,0	9,1	9,8
Transferts en capital aux autres secteurs	4.003,0	3.872,5	950,3	834,6	1.022,8	1.066,7	948,5	1.911,4	1.208,0	977,6
<b>Total Dépenses</b>	<b>162.100,0</b>	<b>172.426,4</b>	<b>41.116,8</b>	<b>42.325,2</b>	<b>43.378,0</b>	<b>41.876,1</b>	<b>44.847,3</b>	<b>46.274,8</b>	<b>45.924,2</b>	<b>43.740,6</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>6.237,3</b>	<b>2.865,2</b>	<b>6.873,9</b>	<b>-5.351,2</b>	<b>6.014,9</b>	<b>-1.996,1</b>	<b>4.197,3</b>	<b>-8.668,7</b>	<b>1.204,0</b>	<b>-4.897,7</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-811,4</b>	<b>-4.228,7</b>	<b>5.216,1</b>	<b>-6.894,8</b>	<b>4.211,7</b>	<b>-3.826,7</b>	<b>2.280,7</b>	<b>-11.468,9</b>	<b>-996,6</b>	<b>-6.704,7</b>
<b>Solde primaire</b>	<b>12.167,5</b>	<b>8.941,9</b>	<b>8.460,2</b>	<b>-3.626,9</b>	<b>7.498,8</b>	<b>-573,3</b>	<b>5.643,0</b>	<b>-8.205,2</b>	<b>2.162,6</b>	<b>-3.576,3</b>
<b>p.m. Capacité (+)/besoin de financement (-) selon la Procédure déficit excessif</b>	<b>-661,1</b>	<b>-4.060,5</b>	<b>5.262,8</b>	<b>-6.857,4</b>	<b>4.250,9</b>	<b>-3.788,1</b>	<b>2.333,8</b>	<b>-11.407,0</b>	<b>-950,1</b>	<b>-6.628,8</b>
p.m. Impôts indirects (y compris les impôts cédés aux institutions de l'Union européenne)	44.598,2	45.177,1	12.160,7	10.699,2	11.619,2	10.945,4	11.913,3	10.162,1	10.879,8	11.054,1

## 6.2 EVOLUTION DES RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(pourcentages de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente, données brutes)

	2007	2008	2007				2008				2009		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III			
<b>Recettes</b>													
Impôts directs	3,9	4,5	6,4	8,8	6,2	4,3	0,7	-4,6	-12,4	-10,6			
Impôts indirects	2,5	1,4	-2,4	3,0	3,3	1,5	-2,0	-5,1	-5,9	1,3			
Cotisations sociales effectives	5,9	5,6	5,8	4,6	5,5	7,7	4,9	2,8	0,6	-0,4			
Autres recettes	3,2	7,2	3,2	8,6	7,4	7,3	5,5	0,1	5,0	3,6			
<b>Total Recettes</b>	<b>4,0</b>	<b>4,3</b>	<b>3,5</b>	<b>5,7</b>	<b>5,5</b>	<b>4,8</b>	<b>1,7</b>	<b>-1,8</b>	<b>-5,6</b>	<b>-2,7</b>			
<b>Dépenses</b>													
Rémunérations des salariés	3,9	5,6	3,0	3,2	4,2	6,5	8,5	7,0	5,6	4,1			
Consommation intermédiaire et impôts payés	3,7	5,6	4,2	-1,1	8,6	4,6	10,8	-0,1	-0,2	1,1			
Prestations sociales	5,0	7,3	5,2	5,4	6,8	7,9	9,1	9,7	7,5	7,8			
Charges d'intérêts	1,8	1,5	2,7	1,8	2,0	-1,5	3,6	-0,1	-3,9	-3,8			
Autres dépenses	8,9	7,8	31,5	2,5	11,0	6,2	12,0	21,5	9,3	0,3			
<b>Total Dépenses</b>	<b>4,9</b>	<b>6,4</b>	<b>7,3</b>	<b>3,6</b>	<b>6,4</b>	<b>6,3</b>	<b>9,1</b>	<b>9,3</b>	<b>5,9</b>	<b>4,5</b>			

## 6.3 RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (DONNÉES CUMULÉES)

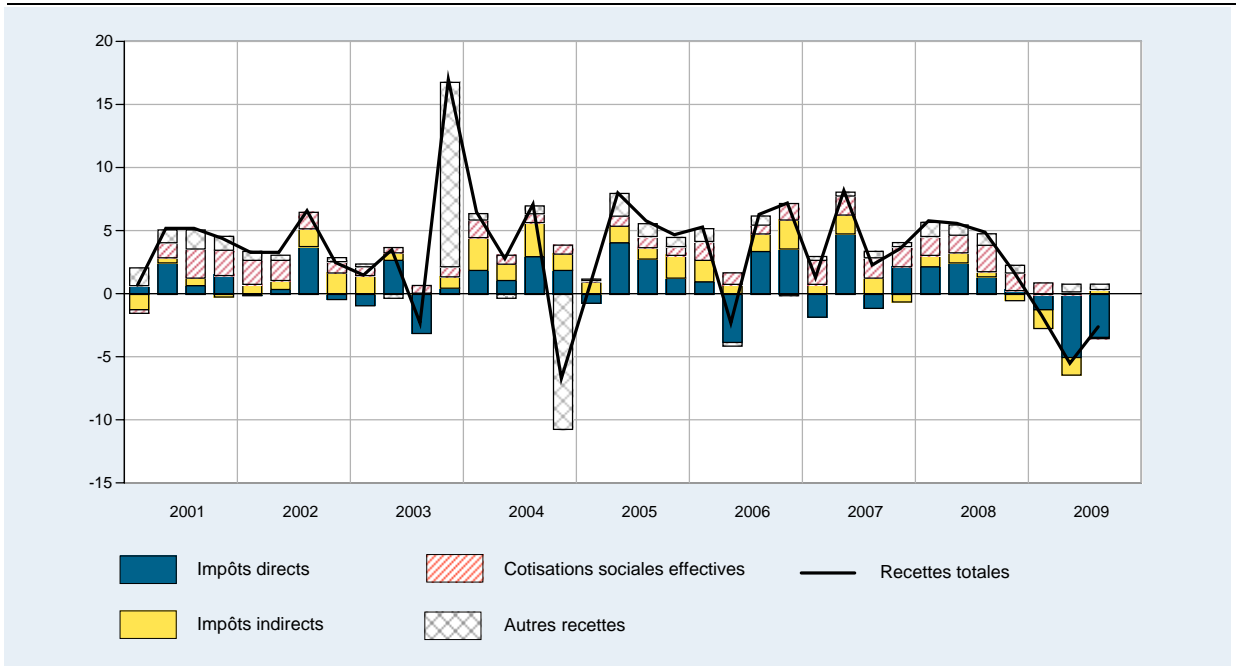
(millions d'euros, données brutes)

	2007	2008	2007				2008				2009		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III			
<b>Recettes</b>													
Impôts directs	54.599,3	57.058,2	54.599,3	9.153,5	28.151,4	40.240,5	57.058,1	8.728,6	25.377,8	36.189,6			
Impôts indirects	42.679,9	43.261,0	42.680,0	10.241,3	21.359,1	31.816,3	43.261,0	9.715,3	20.174,3	30.770,2			
Cotisations sociales effectives	45.532,2	48.076,2	45.532,3	11.462,4	23.398,7	34.213,8	48.076,3	11.784,5	23.791,5	34.562,6			
Autres recettes	18.477,2	19.802,3	18.476,9	4.573,2	10.111,0	14.799,0	19.802,2	4.577,5	10.389,9	15.247,0			
<b>Total Recettes</b>	<b>161.288,6</b>	<b>168.197,7</b>	<b>161.288,5</b>	<b>35.430,4</b>	<b>83.020,2</b>	<b>121.069,6</b>	<b>168.197,6</b>	<b>34.805,9</b>	<b>79.733,5</b>	<b>116.769,4</b>			
<b>Dépenses</b>													
Rémunérations des salariés	39.336,4	41.552,4	39.336,4	10.037,5	20.477,6	30.301,4	41.552,3	10.739,8	21.760,9	31.992,2			
Consommation intermédiaire et impôts payés	12.035,9	12.709,7	12.036,0	3.145,8	6.279,9	9.368,1	12.709,8	3.142,3	6.270,4	9.392,2			
Prestations sociales	74.797,0	80.248,5	74.797,0	19.629,1	40.144,9	59.803,9	80.248,5	21.540,5	43.597,2	64.788,7			
Charges d'intérêts	12.978,9	13.170,6	12.978,8	3.267,9	6.555,0	9.808,4	13.170,7	3.263,7	6.422,9	9.551,3			
Autres dépenses	22.951,8	24.745,2	22.951,9	6.244,9	12.245,8	18.297,5	24.745,3	7.588,5	14.147,6	20.215,2			
<b>Total Dépenses</b>	<b>162.100,0</b>	<b>172.426,4</b>	<b>162.100,1</b>	<b>42.325,2</b>	<b>85.703,2</b>	<b>127.579,3</b>	<b>172.426,6</b>	<b>46.274,8</b>	<b>92.199,0</b>	<b>135.939,6</b>			



**GRAPHIQUE 3 RECETTES**

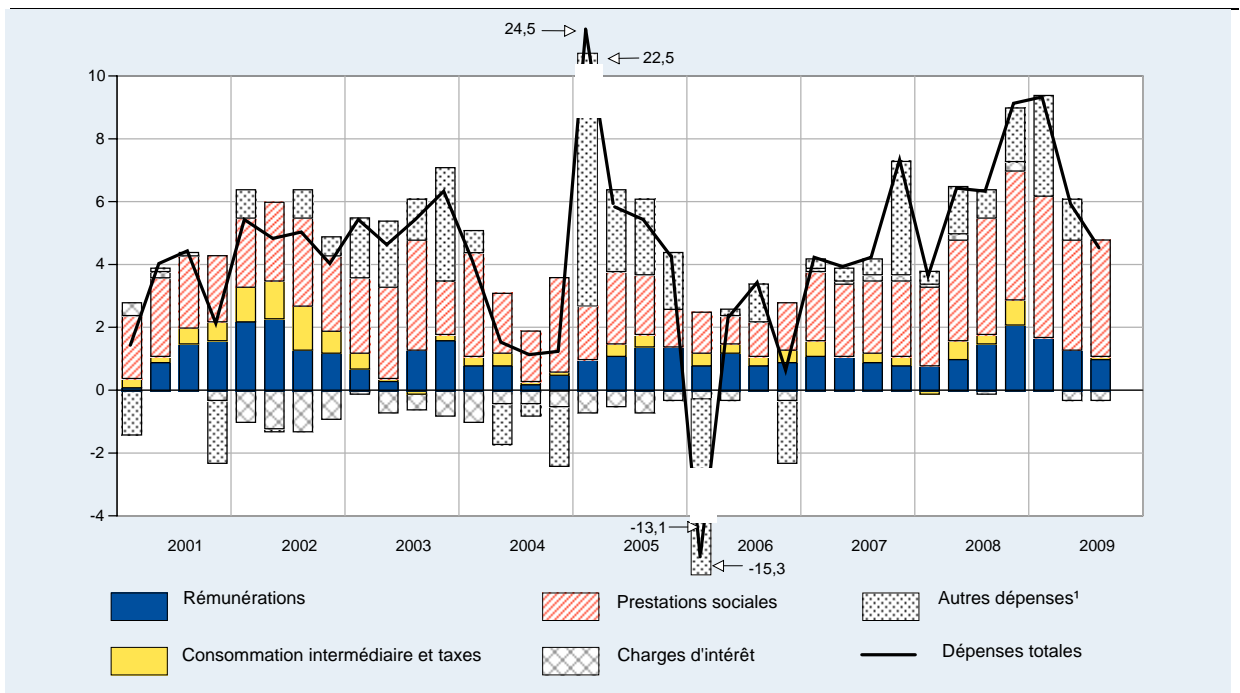
(points de pourcentages, donnée brutes)



Source: ICN

**GRAPHIQUE 4 DÉPENSES**

(points de pourcentages, donnée brutes)



Source: ICN

(1) La forte hausse des "autres dépenses" au premier trimestre de 2005 et, en contrepartie, la forte baisse au premier trimestre de 2006, sont liées à la reprise de la majeure partie de la dette de la SNCB par le FIF (Fonds de l'infrastructure ferroviaire), qui relève du secteur des administrations publiques.



# Publications de l'ICN et personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont diffusées en version papier mais elles sont toutes disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<http://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm>

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive Belgostat online. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

## 1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît à la fin du mois de septembre (une version papier est disponible vers fin octobre). Elle comprend des tableaux détaillés présentant la composition et la répartition du produit intérieur, les comptes de production et de revenus ainsi que l'emploi et les investissements par branche d'activité, les dépenses de consommation des ménages par produit, les comptes sectoriels, les dépenses, par fonction et par opération, des administrations publiques et les données concernant le stock de capital.

## 2. Comptes trimestriels et première estimation des comptes annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats et des comptes des administrations publiques. Ils paraissent quatre fois par an, 120 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des comptes annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, totalement cohérents avec les comptes nationaux annuels, présentent les principaux agrégats à la fois selon les optiques dépenses, revenus et production. Ils incluent aussi les principaux soldes des comptes des secteurs. L'emploi, le volume de travail des salariés et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de mettre à la disposition aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours (environ 50 jours pour l'estimation du quatrième trimestre). Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB. Une première estimation de cette ventilation et des autres agrégats de l'économie est diffusée 70 jours après la fin du trimestre.

### 3. Comptes des administrations publiques

Les comptes trimestriels des administrations publiques sont diffusés en même temps que les principaux agrégats (voir point 2).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique.

Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, au mois de septembre, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que de ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leur interaction avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

### 4. Tableaux ressources-emplois

Au début de chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés. Ils reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

### 5. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

Au début de chaque année, les comptes régionaux sont publiés en mars. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionales, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées et à la formation brute de capital fixe. La publication contient également des chiffres régionaux relatifs au compte du secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété) et du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible).

### 6. Séries historiques

La publication des séries historiques des comptes nationaux suivant le SEC 1995 a eu lieu en octobre 2002.

Ces séries historiques, qui couvrent la période 1970-1995, comprennent:

- la composition du produit intérieur brut selon les trois approches des comptes nationaux à prix courants et aux prix de 1995;
- la valeur ajoutée par branche d'activité (31 branches) à prix courants et aux prix de 1995;
- la rémunération des salariés par branche d'activité (31 branches) à prix courants;
- la dépense de consommation finale des ménages par produit (16 produits) à prix courants et aux prix de 1995;
- les comptes des secteurs;
- le stock de capital et investissements à prix courants et aux prix de 1995.

Toutefois, à l'exception du compte des administrations publiques, qui a été établi à partir de l'année 1970 selon le SEC 1995, les comptes de secteurs n'ont été rétro-polés que jusqu'en

1985. En effet, ce n'est qu'à partir de cette année que les principales sources d'information concernant les entreprises financières et non financières sont disponibles. Par ailleurs, le compte des sociétés financières n'a pas été rétroposé par sous-secteur.

## 7. Personnes de contact

– Méthodologie

Geert Detombe            Tél. +32 2 221 30 40      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail: geert.detombe@nbb.be

– Optique production du PIB et tableaux des ressources-emplois

Hans De Dyn            Tél. +32 2 221 30 38      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail : hans.dedyn@nbb.be

– Optique dépenses du PIB et stock de capital

Bertrand Jadoul        Tél. +32 2 221 52 69      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail : bertrand.jadoul@nbb.be

– Comptes des secteurs

Catherine Rigo        Tel. +32 2 221 44 08      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : catherine.rigo@nbb.be

– Comptes des administrations publiques

Claude Modart        Tél. +32 2 221 30 26      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : claude.modart@nbb.be

– Comptes trimestriels, estimation flash et marché du travail

Isabelle Brumagne    Tél. +32 2 221 28 77      Fax +32 2 221 31 07  
e-mail : isabelle.brumagne@nbb.be

– Comptes régionaux

Monica Maesele        Tél. +32 2 221 30 28      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail : monica.maesele@nbb.be

– Diffusion des séries (consultations en ligne)

Alexander Foket        Tél. +32 2 221 30 45      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : alexander.foket@nbb.be



## Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le calendrier de publication des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

<http://www.nbb.be/app/cal/F/CalThema.htm>

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.





## Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
n.d.a.	non dénommé ailleurs
p.m.	pour mémoire
p.c.	pour cent
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue



## Liste des abréviations

ICN	Institut des comptes nationaux
ISBL	Institutions sans but lucratif
PIB	Produit intérieur brut
SDDS	Special Data Dissemination Standard (IMF)
SEC	Système européen des comptes



#### Commandes

Commandes et renseignements sur les abonnements et réductions: Banque nationale de Belgique, service Documentation - Publications, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles.

Tél. +32 2 221 20 33 - Fax +32 2 221 30 42  
documentation@nbb.be

#### Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux & régionaux et conjoncture de la Banque nationale de Belgique.

Tél. +32 2 221 30 40 - Fax +32 2 221 32 30  
nationalaccounts@nbb.be



Banque nationale de Belgique  
Société anonyme  
RPM Bruxelles — Numéro d'entreprise: 0203.201.340  
Siège social: boulevard de Berlaimont 14 — BE-1000 Bruxelles  
[www.nbb.be](http://www.nbb.be)

Éditeur responsable

**Rudi Acx**

Chef du département Statistique générale

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale  
Couverture: BNB TS — Prepress & Image

Publié en février 2010